

révision appropriées ⇨ et en coopérant les uns avec les autres, avec l'ORECE et avec la Commission ⇨ ;

b) veiller à ce que, dans des circonstances similaires, il n'y ait pas de discrimination dans le traitement des entreprises fournissant des réseaux et services de communications électroniques;

~~e) préserver la concurrence au profit des consommateurs et promouvoir, s'il y a lieu, une concurrence fondée sur les infrastructures;~~

⇩ nouveau

c) appliquer la législation de l'UE d'une manière technologiquement neutre, dans la mesure où cela est compatible avec la réalisation des objectifs du paragraphe 1;

⇩ 2009/140/CE Art. 1.8(h)
(adapté)
⇨ nouveau

d) promouvoir des investissements efficaces et des innovations dans des infrastructures nouvelles et améliorées, notamment en veillant à ce que toute obligation d'accès tienne dûment compte du risque encouru par les entreprises qui investissent et en permettant diverses modalités de coopération entre les investisseurs et ceux qui recherchent un accès, afin de diversifier le risque d'investissement, tout en veillant à ce que la concurrence sur le marché et le principe de non-discrimination soient respectés;

e) tenir dûment compte de la diversité des situations en matière
⇨ d'infrastructures, ⇨ de concurrence et de consommation dans les différentes zones géographiques d'un État membre;

f) n'imposer des obligations de ~~réglementation~~ ☒ régulation ☒ ex ante que ~~lorsqu'il n'y a pas de~~ ⇨ dans la mesure nécessaire pour garantir une ⇨ concurrence ~~efficace~~ ☒ effective ☒ et durable ☒ sur le marché de détail concerné, ☒ et suspendre ou supprimer celles-ci dès ~~que cette condition est satisfaite~~ qu'il est satisfait à cette condition.

⇩ 2009/140/CE Art. 1.9 (adapté)
⇨ nouveau

Article ~~8 bis~~ 4

Planification stratégique et coordination des politiques en matière de spectre radioélectrique

1. Les États membres collaborent entre eux et avec la Commission en ce qui concerne la planification stratégique, la coordination et l'harmonisation de l'utilisation du spectre radioélectrique dans ~~la Communauté européenne~~ ☒ l'Union ☒ . À cette fin, ils prennent notamment en considération les aspects économiques, de sécurité, sanitaires, d'intérêt public, ⇨ de sécurité publique et de défense, ⇨ de liberté d'expression, culturels, scientifiques, sociaux et techniques des politiques de l'Union européenne ainsi que les différents intérêts

des communautés d'utilisateurs du spectre radioélectrique dans le but d'optimiser l'utilisation de ce dernier et d'éviter le brouillage préjudiciable.

2. En coopérant les uns avec les autres ainsi qu'avec la Commission, les États membres promeuvent la coordination des politiques à l'égard du spectre radioélectrique dans la Communauté ☒ l'Union ☒ européenne et, le cas échéant, la mise en place de conditions harmonisées concernant la disponibilité et l'utilisation efficace du spectre radioélectrique nécessaires à l'établissement et au fonctionnement du marché intérieur des communications électroniques.

3. Les États membres coopèrent, par l'intermédiaire du groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique établi par la décision 2002/622/CE de la Commission, entre eux et avec la Commission, et à leur demande avec le Parlement européen et le Conseil, pour soutenir la planification stratégique et la coordination des politiques en matière de spectre radioélectrique dans l'Union.

4. La Commission, tenant le plus grand compte de l'avis du groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique ~~(GPSR), instauré par la décision 2002/622/CE de la Commission du 26 juillet 2002 instituant un groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique⁹⁰~~, peut présenter au Parlement européen et au Conseil des propositions législatives en vue de l'établissement de programmes pluriannuels en matière de spectre radioélectrique. Ces programmes définissent les orientations et les objectifs de la planification stratégique et de l'harmonisation de l'utilisation du spectre radioélectrique conformément aux dispositions de la présente directive ~~et des directives particulières.~~

~~4. Lorsque cela s'avère nécessaire pour assurer la coordination effective des intérêts de la Communauté européenne au sein des organisations internationales compétentes en matière de spectre radioélectrique, la Commission, tenant dûment compte de l'avis du GPSR, peut proposer des objectifs généraux communs au Parlement européen et au Conseil.~~

↓ 2002/21/CE (adapté)
⇒ nouveau

☒ TITRE II: STRUCTURE INSTITUTIONNELLE ET GOUVERNANCE ☒

CHAPITRE ~~II~~ I

AUTORITES ~~REGLEMENTAIRES~~ ☒ DE REGULATION ☒ NATIONALES ☒ ET AUTRES AUTORITES COMPETENTES ☒

Article ~~35~~

Autorités ~~réglementaires~~ ☒ de régulation ☒ nationales ☒ et autres autorités compétentes ☒

1. Les États membres veillent à ce que chacune des tâches ☒ prévues ☒ ~~assignées aux autorités réglementaires nationales~~ dans la présente directive ~~et dans les directives particulières~~ soit accomplie par ~~un organisme~~ ☒ une autorité ☒ compétente.

⁹⁰

~~JO L 198 du 27/07/2002, p. 49.~~